

Lettre ouverte aux chefs d'Etats et de gouvernements français et Africains des deux zones Franc CFA (UEMOA et CEMAC) et des Iles Comores sur ce que Vous cachez à travers l'annonce de la mise en vigueur¹ d'un nouveau billet de cinq cent Franc CFA.

Écrit le 14 Novembre 2012, de 00 heures 00mn à 5 heures 30mn TU/ Niamey.

Excellences, Messieurs les Chefs d'États et de Gouvernements,

C'est avec stupéfaction que nous avons appris le lancement officiel du nouveau billet de 500 francs CFA qui sera mis en circulation dès le 30 novembre 2012, en remplacement de la pièce. En effet, la mise en vigueur d'un nouveau billet de cinq cent Franc², ou du moins l'annonce de «son cour légal», n'a pour simple but que de divertir les peuples Africains des zones Franc CFA et des Comores, et les maintenir dans l'esclavage et le crime économique. Ce chef d'œuvre vient directement de la France qui parachute l'initiative aux chefs d'États et des gouvernements Africains qui n'ont aucun droit au chapitre que celui de consacrer l'obédience de l'avis conforme.

Pour faire économie de la justification de nos allégations pourtant justifiées, et juridiquement bien tenantes, je vous renvoi à une publication que Nous avons faite au mois de juillet 2012, sur le site du panafricain de hebdomadaire, en ligne, pamabazuka.org N°249, Elle est intitulé «: ZONES FRANC CFA : DÉPENDANCES, SOUMISSIONS ET EXPLOITATIONS LIÉES À UNE MONNAIE COLONIALE». Vous verrez excellences, que de tous les attributs rattachés à un véritable droit de propriété sans équivoque, vous serez persuadés, que, Nous, les supposés propriétaire de la monnaie Franc CFA, n'avons par ironie du sort, que "l'usage" seulement.

Ce n'est pas une surprise pour nous de voir et constater, que c'est votre homologue, le président Sénégalais SEM Macky SALL, qui a succédé in extremis à Maître Abdoulaye Wade, qui a présenté le nouveau moyen de paiement à Dakar où se trouve le siège de la BCEAO³. Nous n'avons pas oublié d'avoir bien noté que c'est encore lui, qui représentait pour l'occasion, le président en exercice de «la conférence des chefs d'État et de gouvernement» de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'ouest (UEMOA), votre homologue, le Président Togolais, Faure GNASSIMBE, qui, nous a offert une très bonne réaffirmation de notre statut collectifs d'éternels exploités et assujettis confirmés ce 31 Octobre 2012⁴, à 20 Heures 30 minutes. Discours qui fut repris et transmis en différé sur toutes les télévisions nationales des Etats membres de l'UEMOA, et de la CEMAC, au grand plaisir de François HOLANDE, qui s'est sans nul doute réjoui de cette réaffirmation de servitude confirmée de façon solennel ou du moins, officielle.

Excellences, permettez nous de nous adresser spécifiquement à Monsieur Macky SALL,

Vous aviez sans doute succédé au Maître Abdoulaye WADE, à la magistrature suprême du Sénégal, mais nous avons noté que Vous aviez surtout été un des meilleurs élèves du Maître malgré tout. Et, que l'histoire passée et présente, retient la solennité avec laquelle

¹ En économie, l'annonce de « la mise en cours légal » du billet de 500FCFA, jadis retiré et remplacé par la pièce.

² Selon Cheick Ahmed Tidiane Diakité, Directeur des activités fiduciaires de la BCEAO a donné les caractéristiques du nouveau billet. «Le billet présente des similitudes avec celui de 1000 F, et a une couleur orangée. Le motif principal sur le recto du billet est le logo de la Bceao, le poisson-scie, et la tablette tactile symbolisant les technologies de l'information et de la communication. Un couple d'hippopotames au bord d'un marais dans une zone de savane est au verso. Des signes de sécurité incorporés dans le billet permettent, en l'observant, en l'inclinant ou en le touchant de l'authentifier»,

³ Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

⁴ F. GNASSIMBE, a fait un discours qui ne marque en rien le souci de se départir du système monétaire Franc CFA.

vous aviez présenté le nouveau instrument de paiement. Elle nous confirme au demeurant ce que nous sachions: «vous vous êtes séparés de votre «Maitre», non pour des raisons idéologiques, ou de stratégies économiques et sociales opposées mais pour des raisons personnelles⁵»,sinon avec vous, ce serait la confirmation de la rupture de tous les signes marquants la survivance du passé. Nous trouverons normale que vous soyez à l'avant garde de cette instrumentalisation médiatique digne d'un Eisenhower⁶, autour du nouveau billet de 500Franc CFA, qui sera bientôt en circulation dans l'espace UEMOA. Excellence, de cet acte dont vous êtes à l'avant garde, nous prenons acte que Monsieur Moubarack LO,⁷ votre directeur de cabinet Adjoint, avait eu du mal à vous faire joindre l'acte à la parole, et confirmer au grand jour, la rupture conformément à vos dires, quand Vous aviez affirmé que vous «n'aviez pas connu la colonisation, vous n'aviez pas les mêmes complexes » d'infériorité et de subordination que vos prédécesseur du Sénégal et des autres pays africains vous aviez dit sur RFI, le 14 Octobre 2012 à Dakar, car ils croient à la survivances «d'anciens clichés» comme le disait le président de la Cote d'Ivoire, SEM A. D OUATARA. Vous « ne connaissez pas la Francafrique⁸» comme l'a affirmé, le Président Nigérien S.E.M Mahamadou ISSOUFOU, au soir de la victoire de François HOLLANDE, en Mai 2012 à l'élection présidentielle Française! Si vous, Vous avez du mal à reconnaître et accepter malgré vos affirmations que ce «complexe» de subordination, réside encore, en Vous, à l'instar de vos paires, nous sommes beaucoup plus fier de celui qui ne nous a pas caché sa vrais nature de néolibéral et de complexé à soustraire son peuple du "système de néo colonie d'exploitation" : Maitre A WADE. Car, il a reconnu que ce système monétaire Franc CFA nous exploite à plus d'un titre en ces termes suffisamment «pourquoi la BCEAO continue de placer ses réserves estimées à 4700 milliards de FCFA (7 milliards d'euros, en 2008) dans les places boursières internationales alors que les pays membres peinent à trouver des financements?⁹», même s'il ne nous disait pas que c'est la France, qui joue ainsi, le deuxième véritable attribut de propriété : le *fructus*, c'est à dire «la possibilité de tirer des profits, des intérêts de l'usage de ce 'bien' » qu'est le Franc CFA sur les places boursières. Et, venir ainsi dire au vous dire en tant que président du Sénégal, mais aussi, à votre paire du Niger, de la Cote d'ivoire...etc que Vous êtes amis et vous prête avec intérêts votre propre argent !

Si Vous aviez peur de nous débarrasser d'un système monétaire Franc CFA, d'inspiration néo-nazie, nous ne sommes pas sans comprendre les paramètres qui ravivent cette crainte

⁵ Propos de El Hadji Malick Sy «Souris», Ancien ministre sénégalais, dans son Article intitulé : « Sénégal : Plaidoyer pour un nouveau modèle économique », publié le 06 Novembre 2012, sous le Numéro259, Voir <http://pambazuka.org/fr/category/features/85278>

⁶ Chef de propagande Américains et de la guerre d'Information durant la 2^{ème} guerre mondiale des années 40-45.

⁷ Il a participé , ainsi que Mme Haoua Dia Thiam,Députée, à l'Assemblée Nationale du Sénégal, à la Conférence International sur : « les pays africains et la zone Franc...»,tenue les 11, 12, et 13 Octobre 2012, à Dakar, ou, a été adopté la nécessité d'opter pour l'indépendance monétaire. A vous de soutenir nos voeux!

⁸« La Françafrique ce n'est pas un simple mot ; c'est d'abord et avant tout, un réseau d'institutions et de personnes mises en place par la France coloniale depuis les années 60 et commises à la tâche de maintenir dans le système colonial, les anciennes colonies d'Afrique de l'Ouest et Centrale officiellement indépendantes ».Réf, El Hadji Malick Sy

⁹ Voir, Les Afriques - No 13 : 24 a u 30 janvier 2008

d'un «leucoderme¹⁰», sans la toléré, car, il massacre¹¹ les africains avec votre complicité en se servant de « l'arme atomique monétaire¹² ». Et Vous, avec vos paires, vous n'aviez et vous ne manquerez jamais de se vociférer quand vous entendez parler des droits de l'homme, de la dignité, de l'humanité. Pensez vous que nous ne savons pas qu'avec votre complicité, souvent de près ou de loin l'Etat Français est en train de massacrer des hommes, femmes et enfants parce que sont pays détient 50^{o/o} des avoirs extérieures de ces citoyens laissés pour comptes, des pays de l'UEMOA, de la CEMAC et des îles Comores qui sont détenus dans les coffres forts du trésors public Français, sans même nous appesantir sur, les importantes pertes liées au change quand nos avoirs d'exportation, les fond dits d'aides au développement, certaines libéralités sont convertis, obligatoirement en Euro, du fait de l'entrée de la France dans la zone dite « Euro ». Elle nous traîne comme un véhicule attaché à « un train à grande vitesse » ! Et, votre indifférence devant notre souffrance n'est point en instance d'être remise en cause, car, vous refusez de savoir, que cette même France est toujours prête comme elle ne l'a cessé, avec ses pairs après avoirs compris la nécessité de s'unir¹³ pour former «un espace Schengen » où, les mesures anti-migrants sévères, voir criminalisantes, à l'encontre des jeunes candidats à l'aventure de la vie, qui se trouvent dans des pays des pseudos zones communautaires¹⁴ ou ils manquent d'un environnement de qualité, des services sociaux universels de base en quantité et en qualité, tels que : la santé, l'alimentation, l'éducation, la sécurité, un tissu économique viable.

Il serait bien que Vous notiez que ce maintien dans d'autres main de nos avoirs extérieures dans ce qu'on appelle comptes d'opérations, coexistes avec ce que les peuples d'Europe appelle « austérité » et qui les met aujourd'hui, dans la rue notamment ce mercredi 14 Novembre 2012, en Espagne, en France, en Italie, en Grèce, au Portugal...etc. ! Nous savons au grand jour que le taux d'endettement des ménages, Européens et américains, par rapport à leurs revenus disponibles, est de 120 % pour l'Italie, idem pour les États Unis, et 140%, pour la Grande Bretagne. Et, à l'évidence, nous savons que vous ne pouvez pas rembourser des telles sommes, même sur 10, voir 15ans. Donc, c'est ce qui fait que leurs dirigeants les saignent de manière abominable aujourd'hui. Dites aux peuples opprimés d'Europe, vos peuples vivent dans pire que leur situation depuis 1982, année de mise en œuvres des

¹⁰ Comme le disait le prof Nicolas AGBOHOU, à Dakar le 13 Octobre 2012, à l'Université C. Anta DIOP : « Scientifiquement chaque être humain est un brave », mais, il décide d'être lâche ou renouer avec sa nature son essence une fois au monde j'ajoute, « car au processus de sa formation, la chance de sa survie en temps qu'atome renfermant la vie traverse plusieurs étapes périlleuses. Etant sperme au début, ce n'est pas n'importe lequel qui arrive à féconder l'ovule parmi des milliers qui auraient très probablement échoué. Si la goutte de sperme qui allait être, un de nous parvient à naître comme être vivant, cela veut dire que génétiquement l'être humain quelqu'un soit sa race, est un combattant en puissance de par ses gènes. Excuser pour l'expression ! Si ces « blancs » qui nous soumettent, nous exploitent, le font pour survivre dans un monde de compétition de plus en plus ardue, ou ce sont les intérêts qui priment, et non l'état d'âme, pourquoi nous, nous ne nous y engageons pour lutter pour notre survie, même si nous souhaitons le faire avec empreinte d'humanisme, de justice et d'équité ? Comme le dit Omega « on décide d'être fort par la décision dite finale ».

¹¹ La Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, ainsi que la Cour Pénale Internationale de Justice ont retenu les notions comme la participation passive aux crimes, la complicité, ainsi que la justiciabilité des Droits économiques sociaux et culturels. C'est pourquoi la France aux procès de Nurember a évoqué par dossiers scélés en deux parties don « le travail obligatoire » dont ont été victimes les citoyens Français, décrit rédigé par Jacques-Bernd Herzog, et le « Pillage Economique » à travers la monnaie Mark Allemand qui avait libre cours dans le territoire Français durant l'occupation. Il a été rédigé par Charles GERTHOFFER, et Henri DELPECH, et préfacé par Edgar FAURE, Ce document a été édité sous forme de livre en 1946, par l'office France d'Editions et le Service d'Information des Crimes de Guerre, Série : « Documents pour servir à l'histoire de la guerre ».

¹² Cette expression est du Professeur Nicolas AGBPHOU, auteur de « Le Franc CFA et l'Euro contre l'Afrique », publié aux Ed Solidarité Mondiale, 2008.

¹³ Voir le traité du Maastricht fonde la création de l'union Européenne.

¹⁴ UEMOA, CEMAC, et les îles Comores

politiques dites «d'ajustement structurel». Aujourd'hui nous y sommes encore, car «si le droit de contrôle que nous voulons exercer en tant que leaders d'opinions issus des forces vives nationales africaines, sur vous nous est «prétendument» refusé au niveau internationale, «par le FMI et la Banque Mondiale», c'en est votre alibi, cela ne vas t-il pas sans dire que «la rétorsion au niveau local¹⁵» est évidemment laissée à vos bons soins? Nous avons certes compris que, si «avec les siècles, les formes de pillages sont devenues plus savantes¹⁶», il n'en demeure pas moins pour qu'elles soient opérationnelles concrètement, il faut qu'il y ait des bras séculiers, des complices! Nous savons que vous n'avez pas intérêts à nous voir libres de nos chaînes, car c'est «la corruption qui fait que vous ne vous agrippez d'être à la sentinelle du maintien d'un tel système. Ainsi le rappelle avec raison, C. LAGARDE, à propos de «la rémunération », elle «est très attractive», que les Chefs d'État et de gouvernement africains trouvent en cautionnant le placement de nos avoirs extérieures à la Banque centrale Européenne et /ou au trésors public Français en ces termes «si la Banque des États de l'Afrique Centrale place par exemple près de 90 % de ses avoirs auprès du Trésor français. ... ,si les dirigeants de la Banque centrale le font, c'est qu'ils y ont un intérêt et que l'affaire n'est pas si mauvaise...¹⁷ »Comme la France commande notre esprit contre toute révolte, « historiquement, 'l'obligation'(de dépôt qui) était de 65 %. Elle est (ramenée à) de 50 % pour les deux zones économiques depuis 2005...¹⁸ ». Voilà pourquoi, nous savions que vous ne pouvez pas être contre le « système» !Ceux qui y ont intérêts sont la « recherche»des moyens de 'survie', sur les routes de l'exode, le sentier touffu qui mène de l'hôpital, à la morgue, qui ne méritent même pas du latérite, car, dans un même pays, les moyens d'évacuation des agonisants ne ressemblent plus au sentier qui est à l'image de celui des grosses termites noires ouvrières!Et que l'uranium, ne sert plus à cultiver "comme dans un jardin",aux laboratoires les organes humains, que l'enseignement universitaire ne peut plus produire, car, il faut amputer le budget de la santé pour donner impression aux citoyens ignorants, que le volet investissement est une réalité au « Gwondwana¹⁹ ». Il doit plutôt servir, à faire des irradiés, qui ne peuvent que parler par intermittence, car, les doses inhalées de radiation les font tousser tout le temps, ce qui fait que le Directeur Général payé en multi millions, n'a pas le temps pour les parler humainement, le secrétaire du service de la firme d'exploitation, a la «délégation de compétence» de gérer leur impertinence sur les formulaires de demande de dédommagements ou indemnités qui ne dépasseront jamais 2000 Euros, dans tous les cas. Comment ces gens dont les moyens financiers, ne les permettent même pas de se nourrir, à plus forte raison espérer pouvoir se choisir, un très bon avocat pour plaider leurs causes! C'est pourquoi d'ailleurs, « un Directeur général a un salaire de 12millions de Franc CFA, alors que son adjoint Nigérien n'a que 3millions par mois. Quant aux ouvriers Nigériens, ils n'ont que 6000franc CFA comme frais de nourriture par jour, alors que les Chinois ont 45000FrancCFA par jour ²⁰», alors que les citoyens « Gwandwanais » pensent que le salaire des chinois est aussi moins cher que le prix d'un de leurs produits par rapport à celui des autres? Doit-on toujours nous contenter de morceler notre territoire sous forme de permis d'exploration et ou d'exploitation à destinations des pays étrangers qui doivent venir éventrer les sols de nos pays puiser toutes les richesses dont ils ont besoin et au bout de 40 ou 50années, nous n'allons que gérer les déchets, les radiations et des tonnes et des tonnes de sable « mort » ou stérile car improductif, comme au Gabon, comme l'a révélé Green Peace en 2009?

¹⁵ Cette expression est de A D TRORE, Altermondialiste, citoyenne Africaine du Mali.

¹⁶ René Sédillot, " LE FRANC ENCHAÎNÉ ; HISTOIRE DE LA MONNAIE FRANÇAISE PENDANT LA GUERRE ET L'OCCUPATION", Librairie du Recueil Sirey. PP: 101-105., Cet,Ouvrage a été écrit, pour expliquer le nazisme monétaire dont la France a été victime durant son invasion par Hitler.

¹⁷ Christine LAGARDE, Ministre de l'économie et des finances de la France, site de Jeune Afrique, 03 mai 2010

¹⁸ Christine LAGARDE, 03 mai 2010

¹⁹ Cette expression est de Mamane, journaliste Nigérien à la Radio France Internationale pour désigner un pays africain sur lequel, il oriente la chronique comique en fonction du fait à la une de l'actualité.

²⁰ Enquêtes, Député national Mohamed Ben OMAR, sur la société d'exploitation pétrolière SORAZ.SA, 2012.

II/ LES RAISONS DE VOTRE PEUR ELUCIDEES PAR LES CITOYENS OPPRIMES DE L'ESPACE UEMOA, DE LA CEMAC ET DES ILES COMMORES :

Epilogue: «Qu'il y ait trahison des masses populaires Africaines, enthousiastes à partir « voter », par leurs élites intellectuels, syndicaux, politiques, cela n'a rien d'étonnant, car c'est de la nation à laquelle ils s'inspirent pour leur plus grande majorité, qu' ils l'ont hérité, intériorisé et assumé dans leur subconscient à travers leur formation, secrétée par une référence culturelle appelée : Francophonie ».

A/ Autopsie d'une subordination à une monnaie coloniale par l'histoire d'une trahison à deux autres: De Marshall PETAIN, à Charles DE GAULLE, et de DE GAULLE à Georges POMPIDOU.

Acte 1: La trahison de PETAIN envers la France et De Gaulle envers les Africains:

Pour rappelle, la majeure partie des pays du continent ont été colonisés par la France. En ce temps de colonialisme, le Franc Français était en vigueur dans ce vaste ensemble quand il faisait partie de l'empire Français, jusqu'à l'invasion de la France par le Führer Allemand, Hitler. Après que ses colonies l'aient servi de réservoir de combattants pour sa libération, au moment ou personne ne croyait, à une France qui pourrait jouir de l'exclusivité de son territoire, durant l'occupation de la France par l'Allemagne en collaboration avec un Maréchal Français : PETAIN. Ce dernier déclarait en signe d'allégeance aux occupants Allemands, qu'il «estimait avec raison, que jamais, les Français ne seraient capables de déloger les armées nazies²¹», et que toujours selon lui il vaut mieux de «Vivre d'abord, attendre ensuite l'occasion de sortir du colonialisme politique économique, monétaire et culturel Allemand²²» ! Il faut le préciser qu'il fut appuyé dans ce « larbinisme », par la majorité des gouverneurs de l'AOF et de l'AEF²³ qui lui ont manifesté toute leur allégeance, donc contre la libération de l'Etat Français. Ce qui mérite d'être considéré par les historiens comme un «crime de haute trahison». A qui profite et pourquoi le silence sur un pan entier de l'histoire de la France? Voilà l'expression complète de « la haute trahison » qu'on ne parle pas du tout, ou, rarement en France. Mais les Français les plus en vue ainsi que certain africains, ne voient de traîtres, que parmi les Africains. Alors que ce phénomène social est inhérent à toutes les sociétés humaines indépendamment de leur race, leurs couleurs, leur territoire, leur climat, ou leur condition sociale!

Cette précision étant faite, nous poursuivons en affirmant avec autorité et caution morale que, la France ne vécut l'espoir de sa libération même dans un rêve, n'eut été, «la courageuse décision du gouverneur Guyanais, Félix EBOUE, qui eut par la suite un grand écho dans les territoires labellisés "Francophones²⁴ ", au point de les en faire une identité culturelle artificiellement créée (AOF et AEF), et savamment entretenu aujourd'hui. En témoigne, notre accrochage à une Francophonie, en déperdition, sur tous les plans et, par conséquent en déclin, même en France, étant donné que même les Français ne s'agglutinent plus seulement au Français .Ils apprennent, l'Anglais, le Chinois, l'Arabe, et bientôt le Haoussa, le bambara, le peulh, le Swahili ou le zarma? Aux jours prochains de nous édifier d'avantage, sur l'effondrement d'une construction non solide!

²¹ Mémoires du Maréchal PETAIN, citées par le prof Jean Coovi GOMEZ, Egyptologue, historien et politologue, durant sa conférence intitulée : « La FrancAfrique, la responsabilité historique d'Houphouët BOIGNY, Paris 2012.

²² Voir, La revue mensuelle, « Historama », N°247, Juin 1972, Page 34.

²³ Afrique Occidentale Française (AOF) Afrique Equatoriale Française (AEF).

²⁴ Ce sont les troupes africaines qui ont combattu avec grand succès aussi, les troupes « Africa Corps » de l'Amiral allemand ROMEL à leurs risques et périls, à Bengazi et à la Tripolitaine.

Même si par ingratitude et par racisme à peine voilé, les hommes politiques Français et certains historiens de mauvaise foi, ainsi que les Africains qui rejettent de se reconnaître comme tels, attribuent cette libération à un hypothétique débarquement de Normandie, ou une certaine intervention des Américains à leur côté ! L'histoire, la vraie retient que, F. EBOUE, du déployer sans moins de zèle, à la première heure, un corps expéditionnaire de 900 000 hommes de troupes, en échange de la promesse de liberté et de l'indépendance complète aux pays Africains²⁵, alors que le Général en fuite à Londres, De GAULLE, ne l'a demandé que 800 000, d'où un surplus de 100 000 hommes. Ce fut d'ailleurs comme nous l'avons déjà souligné contre l'avis unanime des gouverneurs Français « blancs » de l'AOF et de l'AEF, qui « voulaient » par désespoir de cause, même commencer, à « parler Allemand », car, dans leurs subconscient, « la France ne serait jamais libérée ²⁶ ». L'histoire retient que, nous, les Africains, ou du moins exactement, nos parents qualifiés péjorativement des tirailleurs, ont permis, à la France de rêver d'un espoir au moment ou même ses propres autorités et citoyens n'en croyaient point dans leur sommeil. Aujourd'hui, ces mêmes descendant des Français défaillants, non seulement nous empêchent de dormir avec notre conscience, mais aussi transforment notre sommeil en un cauchemar de notre vie réelle, à l'image des films d'horreur, et partout où il ya la race noire.

Excellences, nous en sommes conscient non seulement de ce fait étant « débout sur les remparts²⁷ », de la lutte contre le plus grand arbitraire, la plus grande succession de servitude de l'histoire de l'humanité ! », mais aussi et surtout de vos responsabilités, dans ce qui reste jusqu'à preuve de contraire, un crime, et c'est de façon juste et équitable, venant d'une conscience humaine objective et raisonnée et raisonnable. Nous notons, que dans le fond, il ya eu une certaine ambiguïté quand à l'histoire du fameux patriote « De gaulle », « l'homme du 18 Juin ». Elle est très « ambigüe », pour employer l'expression de Cheick Hamidou KANE. Mais, tout de même, ce dernier eu « un étrange destin » qui l'amena à être, Chef d'Etat français, même sans grand parcours militaire affirmé, à la suite d'un appel lointain, sur les ondes radiophoniques que l'on sait factice, édulcoré en ces termes: « la France a perdu, qu'une bataille, elle n'a pas perdu la guerre... La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre, elle ne s'éteindra pas²⁸ ». Alors qu'en réalité, il a du fuir les fronts de bataille, devant les difficultés, pour échapper à « la contrainte de la résistance intérieure » à la quelle étaient résolu de mourir des citoyens Français comme comme le Lieutenant Tom MOREL, Roy TANGUI, comme « Louis LALLIER, un domestique de 25ans et Pierre ROCHE, de Royan, ont préféré, contribuer à la résistance nationale Française, en coupant les câbles de téléphone permettant aux troupes d'occupation Allemandes de communiquer, sachant qu'ils encouraient le risque d'être fusillés²⁹ ».

²⁵ Nous devons nous rendre compte comme le disait le Pr N .AGBOHOU, la France n'a jamais décolonisé les pays Africains, J .COOVI GOMEZ ajoute qu'il ya même actuellement un regain d'intérêt pour la même France à recoloniser, ses pré-carrés. C'est ce qui a incité l'ex Chef d'Etat Guinéen, SEM, Capitaine, Dadis CAMARA, en 2010, à dire avec raison, à Mr, B. KOUCHNER, qui ne l'entend pas de cette façon, que: « la Guinée n'est pas une sous préfecture de la France » !

²⁶ Selon, le célèbre Professeur Jean Paul Coovi GOMEZ, Historien, Egyptologue, et politologue, Conférence intitulée : « La FrancAfrique : la responsabilité de H.BOIGNY, Volume III, sur support C.D, de I à 17Vol, 2011 ».

²⁷ Expression de l'hymne nationale du Mali, écrite par Seydou BADIAN, auteur de « Sous l'Orage ».

²⁸ Comme s'il s'agit de dire aux événements, aux choses soient et les choses seraient à l'image de Dieu. Les hommes posent des actes à défaut d'être munis d'un pouvoir comme Dieu, même si tout demeure et sera que par sa Volonté. C'est là le pouvoir de création virtuel des mass médias, qui peuvent permettre de fabriquer une personnalité même à celui qui n'en a pas, de donner de l'importance, à un homme, un fait qui n'en a pas au fond : C'est de la manipulation des faits et des consciences, d'où la guerre, c'est aussi l'information. Voilà une des raisons qui ont fait que DE GAULLE a fait rayonné le statut des médias comme RFI, TF1, à l'image de la BBC. Voir mon article sur les médias sur ce « les enjeux géostratégiques que cache, la prolifération des médias occidentaux en Afrique » sur le blog: <http://www.lajudablogspot.com>.

²⁹ Voir, La revue mensuelle, « Historama », Page 34, et 35.

Acte2 : Georges POMPIDOU subordonne la France à la finance internationale, à travers la loi 73-7 du 3 janvier 1973, et les Etats Africains³⁰ aussi par la France à travers la Banque de France désormais privatisée.

Pour mémoire, il convient de rappeler qu'une partie de l'histoire de la France coïncida encore, une fois de plus, avec celle d'un homme: George POMPIDOU. Quant au fond de l'histoire, notons pour débiter, quelle débute sur une fraction d'un temps en 1948, après la deuxième guerre mondiale, ou nous avons permis à la France de se libérer des hordes du Nazisme, l'«*Universal History right* »³¹l'exige! G. POMPIDOU faisait partie, du cercle restreint des proches du général de GAULLE, c'est pourquoi, il le nomma chef de son cabinet d'avril 1948 à 1953, période de pleine" guerre froide".

En 1953, ce dernier, fit son entrée à la banque Rothschild, où il occupa rapidement les fonctions de directeur général. Entre temps, pour faire perdre ses traces, il occupa le poste d'administrateur de nombreuses sociétés. Pour les néophytes, des hominidés politiques, « ce fut pour lui l'occasion de participer à la vie économique du pays, d'accroître le champs de ses compétences et d'établir un éventail plus large de relations publiques et privées ».

Une fois le général de Gaulle élu à la présidence, Georges Pompidou rejoignit pendant quelques années l'environnement des entreprises et, réintègre ainsi la prestigieuse et puissante banque « Rothschild³²».

Appuyé par le milieu de la finance, notamment la Banque Rotchild dont il fut le directeur général, Georges POMPIDOU se fit élire à l'Elysée qu'il a infiltré comme nous l'avions rappelé en 1948, et qu'il finira par occuper, le Mardi 15 juin 1969, six ans après l'assassinat de John F. KENEDY³³ qui eu lieu en 1963, consécutivement à la naissance de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), aujourd'hui remplacée par l'union Africaine (U.A).

Le Mercredi 3 janvier 1973, avant son décès³⁴, soit un an 11 mois, il diligenta une toute première réforme de la Banque de France, qui va à jamais marquer malheureusement et négativement le destin de tous les peuples africains sciemment maintenus dans « des pseudo-zones communautaires Franc CFA, ou ils ont «un destin commun»³⁵.

Bien qu'il fut membre du conseil constitutionnel en 1959, et d'où il serait sorti avec une médaille d'honneur liée à l'exercice de cette fonction noble fonction, Il fit voter au parlement une *la loi portant sur la réforme des statuts de la banque de France*, dans laquelle, on peut remarquer, la présence d'un fameux article, très particulier et très court, l'article 25 qui bloque toute possibilité d'avance au trésor nationale Français. Ce dernier précise que: «*Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la banque de France*». Ce qui signifie que l'article 25 de la loi 73-7 du 3 janvier 1973 ³⁶ interdit formellement et sur un ton autoritaire, à la Banque de France de faire crédit à l'État. Ce qui aura pour

³⁰ De l'UEMOA, de la CEMAC et des Iles Comores, à partir de 1974.

³¹ Le Droit Universel de l'Histoire permet de citer ses exploits, sans prétention de faire taire ses échecs !

³² Un des Rotchild, comme ils sont cinq (05), à répondre de ce Noms, précisément le Banquier Américain Anselm ROTHILD disait avec raison : « Donner moi, le pouvoir d'émettre et de contrôler l'argent d'une nation je m'enfiche de qui fais ses lois ». Le père ROTCHILD, un juif d'origine Allemande, avait eu 05 fils, qu'il envoya à travers le monde dont : un en Grande Bretagne, un en France, un en Italie, un en Autriche, et un était resté avec le père en Allemagne. Ils furent les créateurs de la Fondation ROTCHILD, et de la prestigieuse Banque portant le même nom.

³³ Le rappel de ce fait qui s'est passé au Etats Unis n'est pas fortuit, au long de l'article vous verrez les raisons !

³⁴ Son mandat fut écourté par son décès le 2 avril 1974 à Paris.

³⁵ 8 pays , un destin commun, c'est la devise officielle des Etats de l'espace UEMOA. Ce destin est constitué par l'éternelle dépendance, la soumission et l'exploitation sans états d'âme!

³⁶ Voir le corps de la loi en annexe de l'Article aux 4 dernières pages.

conséquence de condamner, l'Etat ³⁷ Français à se tourner vers des banques privées et à payer des intérêts; alors qu'avant cette loi, quand l'État empruntait de l'argent, il le faisait auprès de la banque de France qui, lui appartenant, lui prêtait sans intérêt.

Auparavant, l'État français avait le droit de battre monnaie, mais, avec l'adoption de cette nouvelle loi, par l'Assemblée Nationale ou le Sénat Français, et promulgué par G.POMPIDOU, en tant que président de la République même s'il s'est avéré qu'en réalité il était parrainé par le milieu de la finance internationale, et des banquiers, il perd son attribut de souveraineté, régalien et de plein droit qui est du même coup légué aux banques privées, qui en profitent pour s'enrichir aux dépens de l'État en lui prêtant *avec intérêt* l'argent dont il pourrait désormais avoir besoin. Cette décision politique de haut niveau, correspond à une *privatisation de l'argent* ou du « pouvoir monétaire » qui ramena la nation Française au même rang que n'importe lequel de ses citoyens qui, même si disposant des meilleurs projets de création d'emplois et de richesse, ils dormiraient sans doute, faute de financement ou du moins de facilité d'accès au financement dans les coffres des ministères à moins d'hypothéquer le territoire tout entier pour ce qui est de l'Etat Français, ou même sa chambre à coucher, comme aux Etats Unis³⁸, ou sa force de travail à vie, pour ce qui concerne le citoyen.

Pour l'estimer, la dette de l'État Français à la fin de l'année 1979 était de 239 milliards d'euros³⁹, déjà injustifiables ; à la fin 2008 s'établit à 1327 milliards d'euros⁴⁰ ! Ainsi, entre 1980 et 2008, la dette a augmenté de 1088 milliards d'euros et l'État Français a payé environ 1306 milliards d'euros d'intérêts aux spéculateurs financiers. Le «paiement des intérêts de la dette Française s'élève aujourd'hui, à 50 milliards (soit 1 200 milliards, et cela depuis 1974)⁴¹»! Il a donc été calculé que la somme de tous les intérêts de la dette 1974, date à laquelle a été introduite en France l'obligation, pour l'État, de se financer sur les marchés, représente près de 1200 milliards d'Euros, sur 1641 milliards de l'ensemble de la dette publique. Les intérêts de la dette constituent « la mesure de la prédation que les marchés » opèrent sur la population depuis quarante ans comme le disait LAZZARATO!

REMARQUES IMPORTANTES:

Première remarque: Georges POMPIDOU, ancien président du Conseil Constitutionnel français, a été le directeur général de la banque Rothschild ; il en était le valet, il n'est par conséquent pas étonnant qu'il ait fait élaborer et adopté cette loi 73-7 du 3 janvier 1973 qui interdit après coup, à l'État français de droit régalien de battre monnaie⁴² et qui a endetté la

³⁷ L'Etat par ce fait perd son « grand E », pour devenir « état », avec petit «é».Ce qui traduit avec raison et en toute logique « état » qui signifie « une manière d'être, dans ce cas d'espèce d'une grande institution, devenu « très petite » pour devenir, subordonnée, alors quelle subordonnait toutes les autres institutions qu'elle soit publiques ou privées comme les banques, mais aussi les banquiers qui sont des citoyens indépendamment de leur fonction de banquier .C'est à l'État d'être soumis, aux institutions qu'il a créées ou permis de créer, et aux citoyens qui sont ses sujets de le contrôler désormais. L'état français est désormais, fiction, ainsi que tout ceux qui ont été créés à son image, même s'il n'ont jamais atteint la maturité à laquelle, il a disparu. A sa naissance, il a eu « la souveraineté économique et monétaire alors que les nôtres non ! La preuve est qu'il son en passe d'être balayé par les irrédentismes réels, supposés, ou fictifs, comme au Mali. Ceux qui se battent contre l'État, ont plus de moyen de l'État victime lui-même. Ils donnent 200000FCFA aux jeunes non mariés par mois, et 400000 aux mariés ! Quel est l'État qui fait mieux à ses citoyens ??? Gardez vos réponses !

³⁸ La crise immobilière appelée « crise des subprimes », provoquée par les banquiers.

³⁹ La dette à la fin 1979 était en réalité de 82,8 milliards d'Euros, soit 21% du PIB ; mais en tenant compte de l'inflation, cela fait aujourd'hui 239 milliards d'Euros.

⁴⁰ Application numérique: 1327 - 1306 = 21 Milliards d'Euros ! : Si nous avions pu créer notre monnaie — faire exactement ce qu'ont le droit de faire les banques privées —, la dette publique serait quasiment inexistante aujourd'hui.

⁴¹ Maurizio LAZZARATO, La Fabrique de l'homme endetté, Editions Amsterdam, 125 pages.

⁴² L'imprimerie de la Banque de France désormais privatisée est située à Chamalières près de Clermont-Ferrand (en Auvergne -France). Adresse : BANQUE DE France 63 - PUY-DE-DÔME – CHAMALIERES 10 BOULEVARD DUCLAUX 63400 CHAMALIERES
Tél.1 : 04 73 17 40 00
Tél.2 : 04 73 17 43 05

France d'une façon structurelle et incommensurable auprès de banques privées comme la banque Rothschild. C'est pourquoi, cette loi, doit s'appeler désormais « la loi Rothschild ».

Deuxième remarque: C'est à partir de l'année 1973 que l'arrimage des pays africains au système du capitalisme mondialisé commencé. C'est une sorte «d'ajustement pré-mondialisation» ou globalisation actuelle avec toutes ses dérégulations.

Troisième remarque: On peut être parmi des personnes qui sont relativement patriote comme les De GAULLE⁴³, et se révéler un "anti-partie" affirmé, qui n'attend que l'occasion pour accéder au commande de l'État et, profiter de l'opportunité pour remettre plus ou moins tout compromettre, ou servir des intérêts étranges et étrangers à ceux de nation ou de son État ! C'est le cas de G. POMPIDOU.

Excellences Messieurs, les Chefs d'Etat et de gouvernement Africains et Français,

Pourquoi tenez-vous à cette France réellement en décadence dont le poids est devenu «plume» dans le concert des nations, depuis d'abord que les hommes politiques Français de renommée ont fuit pour la laisser aux mains des nazis dans les années 40, il a fallu notre concours, n'en déplaise aux détracteurs du courage légendaire des Africains, aujourd'hui qui peinent encore dans la servitude alors quelle ne les est pas congénitale, malgré tout. Puis, depuis la perte de sa souveraineté économique et monétaire marchandée et concédée au milieu financier criminel, par POMPIDOU.

Si la France par «délégation expresse de compétence et de pouvoir», aujourd'hui, confondu l'union Européenne ne peut pas assumer moralement et politiquement, la cessation de la servitude, née du complexe d'œil Dupe, qui rend anormalement suspecte «notre condescence suspecte⁴⁴» avec les « leucodermes » de façon générale, et les Français en particulier, comprenez que, «c'est toujours à celui qui se trouve dans l'état d'esclavage qu'il est appartenu de se libérer de ses chaînes» et non, à un "maitre", qui trouve du plaisir à faire des photos artistiquement belles et touristiques de vos chaînes, ou du moins de vos peuples! Excuser nous d'avoir remarqué que les privilèges dans lesquels vous êtes ne nous montrent t-ils pas que entre vous le ces peuples, « c'est le jour et la nuit » ? Avidement !

Par ailleurs, deux proverbes en langue Haoussa⁴⁵, ne disaient-ils pas beaucoup sur votre nature en disposant que: « kowa yazan tchiyawa, doli akouya ta tchi chi? », mieux « Kowa ya yi kwontché chi a ka taki, dans yana kwantché? », autrement dit, « tout celui qui est tenté de devenir herbe, il ne manquera pas d'être brouté par une chèvre galeuse »?, « c'est celui qui se couche qu'on piétine, parce qu'il n'est pas à la hauteur du talon de celui qui le piétine » ?

Mieux, chez nous, l'expression « poules de chaires » (congelées), ne signifie pas forcément et exclusivement cette chaire de poules », elle signifie, en outre, « kay na touray », c'est-à-dire « la tête se trouve en occident ». L'expression veut qualifier « les intellectuelles qui réfléchissent, pour, par, et à travers les valeurs occidentales, qui ignorent notre spécificité en tant que race, en tant que peuples, qui n'aspirent qu'à disposer de lui-même et vivre en paix.

Fax : 04 73 17 40 08

Source: www.lememo-imprimerie.com

⁴³ Il est patriote car c'est un personnage qui a toujours protégé les intérêts de la France et proclamé la souveraineté de la France, sans ambiguïté "c'est pourquoi il disait que la France n'a pas d'Amis, elle n'a que (ses) d'intérêts(à défendre), peut importe ceux des autres, et avec quel(s) « diable », ou réseaux il faut s'associer ! C'est ce que vous devez comprendre. Un autre Français L. FABUIS disait en 2012 :« les hommes politiques passent mes les intérêts démeurent ».

⁴⁴ Cette expression est de Thomas SANKARA, qui s'indignait de son vivant du sort que « les Français nous réservent au peuple d'Afrique, qui est pourtant le berceau de la naissance de l'Humanité. Voir: la Revue scientifique « Science et Vie » d'Avril 1998. Les travaux de Cheik Anta DIOP au colloque du Caire, 1974.

⁴⁵ Je vous les traduits même si, il ya parmi vous ceux qui peuvent vous les traduire je crains qu'ils pervertissent le sens à certains qui ne connaissent pas le sens. Un autre proverbe Haoussa dit « celui qui fait une insulte au marché sait à qui il s'adresse ». Autrement dit le destinataire reconnaît bien l'offre qui lui est faite !

Nous les africains, d'Afrique et des diasporas, pendant longtemps, nous avons su que nos droits, à disposer de nous même, à la dignité, aux respects des droits et valeurs humaines, ne s'arracheront qu'au prix d'un très grand sacrifice, auquel beaucoup sont résolu, sinon il peu jamais avoir des droits pour la race noire. Beaucoup pense que le problème de racisme est révolu, alors que jusqu'à présent il existe mais de manière édulcoré. Nous mettrons tout en œuvre pour le combattre, car nous cesserons désormais de croire à une quelconque «expression de démocratie» tant que le nazisme monétaire raciste auquel la France, ou du moins les politiques Français nous soumettent de 1960, jusqu'à nos jours, même si pour être juste et équitable dans le traitement de notre plaidoyer, nous reconnaissons la complicité des chefs d'Etats et des gouvernements Africains !

II/. Vers une similitude des causes de certains faits dans l'histoire de la France, des États Unis, du Togo, du Mali et de la Guinée Conakry?

Les jours peuvent se succéder, sans pour autant se ressembler, souvent, il en est de même par rapport à certains faits historiques, de deux ou plusieurs pays!

-AU ETATS UNIS D'AMERIQUES:

Pour ce qui est des États Unis Nous commençons par un fait marquant de l'histoire des États unis. Mais, il convient de rappeler que le milieu financier, depuis le moyen âge a toujours occupé une place de choix dans la gouvernance socio politiques des sociétés, communautés, empires ou aujourd'hui dans ce qu'on appelle peut appeler États. L'histoire des États Unis d'Amérique coïncida avec celle de ses 3 hommes politiques dont : Andrew JACKSON qui vécut du 15 Mars 1767 au 8 Juin 1845, Abraham LINCOLN, et John, F KENEDY.

En effet, Abraham LINCOLN, 12 Février 1809, et mort assassiné le 15 Avril 1865, à Washington D.C, Il fut le 6ème président des États Unis qui a joué un rôle très important pour maintenir la cohésion relative des États Unis pendant la guerre de sécession de 1861-1865. Il est élu pour deux mandats de quatre ans, en 1860 et 1864, sans terminer ce dernier. Dans ses manœuvres politiques, conscient de l'édification des États Unis d'Amérique, il formula un besoin des fonds pour la reconstruction du pays détruit par la guerre. Cette guerre civile qui eut lieu aux États Unis ne manque pas de mains invisibles. C'est ce que nous fait savoir, le Chancelier Allemand Antony BISMARCK dans ses mémoires quand il nous confirme que : «La division des États Unis a été l'orchestrée par les pouvoirs financiers d'Europe, qui avaient peur que les États Unis anéantissent leur domination financière sur le monde. Ils voyaient un grand avantage à faire affaire à des démocraties affaiblies par leur dette, plutôt qu'une république forte et indépendante ».

QUESTIONNEMENTS MAJEURES:

Le constat que fait le chancelier BISMARCK⁴⁶, ne peut-il pas être transposer avec raison en Afrique? Comment la France hier et l' aujourd'hui, toute l'Europe peuvent ils avoir intérêts à nous voir émanciper étant entendu que «si vous possédez des esclaves et que ceux-ci sont la base de votre richesse, votre bien être allez vous désirer qu'ils soient un jour libre, la France ou l'Union Européenne? A travers toute l'histoire de l'humanité, c'est toujours l'esclave qui a préparé et accepté d'assumer sa libération quelque'un soit le prix! N'est ce pas le cas de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des États Unis d'Amérique ...etc. qui ont été colonisé comme nous, mais qui se sont dit, «il n'ya pas de salut sans liberté, pleine et Ce n'est point une question du bon sens, car il n'est pas la chose la mieux partagé, il s'agit plutôt d'une question d'intérêts. Et c'est tout! Beaucoup de politiques, syndicalistes et autres leaders

⁴⁶En 1884, ce Chancelier Allemand Bismarck, fut cooteur de organisation pendant 3 mois à Berlin la fameuse « conférence de Berlin » où 14 pays vont décider comment remettre les chaines de l'esclavage aux Africains, des chaines invisibles qui vont s'appeler : COLONISATION. Son témoignage doit être très digne de fois, étant l'un des cervaux du système de domination impérialiste!

d'opinion africains y ont perdu leur vie pour l'avènement de «la démocratie», «le pouvoir du peuple» et à la veille de la conférence de BAULLE⁴⁷ en plus, ce sont des «idéalistes», mais, par respect pour leurs mémoires, nous disons paix à leurs âmes. Nous découvrons aujourd'hui, qu'ils sont certes morts mais pas, pour rien, même s'ils se sont trompés d'objectifs de lutte, car la lutte pour l'indépendance économique et monétaire est la vraie lutte qui vaille. «Les morts ne sont pas morts», comme disait l'autre!

Excellences, Messieurs, les Chefs d'État et des gouvernements,

Si c'est pour vous éviter d'affronter les mêmes situations d'agressions évidentes que pourrait être tenté la France, aujourd'hui phagocyté dans l'union Européenne, à travers les réseaux mafieux et criminels de la finance et des banques, nous vous disons que c'est parce que, soit vous vous prenez comme des Français, agissant au nom et pour le compte de la France. Ou, soit des «acteurs» de «la mondialisation» qui ne voient l'intérêt de leurs peuples partout et nulle part. Nous sommes certes, partisans d'un monde où toutes les races, les pays échangent socialement, économiquement, politiquement ou culturellement entre eux, cependant, nous vous notifions que si «c'est la diversité des couleurs qui font l'harmonie d'un tapis⁴⁸», qui par hypothèse représente donc, «le monde» des couleurs, nous vous demandons de préciser quelle est votre couleur, c'est à dire votre identité dans ce monde composé de la diversité au non de la représentation équitable et démocratique de tous les peuples symbolisée chacun par une couleur ? Quel daltonisme justifie l'absence des couleurs africaines dans la prise des décisions gouvernant, leurs propres affaires, à plus forte raison celles du monde, dont on leur fait entretenir l'illusion de bien compter, et de bien en influencer?

Comment des États qui ne disposent guère du pouvoir de décision même en leur sein ou dans leurs supposées espaces communautaires peuvent-ils prétendre dire que leurs mots peuvent-ils compter dans un cadre un plus grand que la dimension de leurs « zones communautaires »?

Êtes-vous soucieux de notre souffrance basée sur le nazisme monétaire que l'État Français expérimente sur nous, peuples noirs d'Afrique, comme par racisme maquillé au goût du 21^{ème} siècle et qui ne doit point trouver de justification de nos jours?

Dans tous les cas les peuples Africains sont en train de comprendre quel destin de «bêtes électorales», vous les infligez, avec leur caution extorquée durant les compétitions électorales, soit par vol, violence, ou dol.

Et même si la thématique n'est pas facilement acceptable sur les médias audio et/ou visuels malgré la consécration de la liberté de presse qui en théorie garantie, et concrétisée par la signature de «déclaration» dite de « la table de montagne ⁴⁹» par le nouveau président de la République. Cependant, c'est notre plus grande difficulté au Niger, car, ayant fait le tour de grand nombre de médias audio visuel, nous avons recueilli très peu d'assentiment pour la cause pourtant démocratique de la dignité des peuples Africains opprimés, que nous défendons. Même s'il faut préciser par ailleurs, à travers notre modeste génie intellectuel, nous avons pu imposer la thématique de «la souveraineté économique et monétaire africaine, après 52 d'existence dans le système franc CFA », à la télévision et à la radio nationale, A la

⁴⁷ La France savait que les politiques roitelets chefs d'Etat dictateurs qu'elle a installés vont imminement tomber, sous l'impulsion de ses intellectuels, à travers MITTERAND, elle organise la conférence de la BAULLE, pour avoir du crédit et droit de citer dans l'histoire africaine. C'est une effraction dans notre conscience historique. Même s'il faut reconnaître que ces intellectuelles jouent le rôle qui est le sien d'anticiper sur le cours des événements dans tous les domaines ! le savoir pointu doit guider l'action politique ! Le daltonisme intellectuel, c'est dans certains pays d'Afriques surtout "Francophone » .

⁴⁸ Cette expression est du Professeur Malien, Amadou HAMPATHE BAH, Homme de la Culture.

⁴⁹ La signature de cette déclaration supprime désormais le délits par voie de presse au Niger, depuis 2011. Les citoyens, les journalistes Nigériens peuvent parler sur tout sujet, de toutes les personnalités politiques Nigériennes et même extérieures, cependant beaucoup de nos débats et entretiens ont soit été censurés ou interdits sur les médias.

télévision, nous étions confronté au refus catégorique de la rediffusion de notre entretien sur cette thématique⁵⁰ qui n'a pu passer tout de même, qu'une seule fois, contrairement à un sur «le Changement climatique» qui a pu être rediffusé trois (03) fois! Ce qui justifie et exprime l'extraversion de notre pensée des sur des thématiques plus essentielles à celles moins intéressantes, qui intéressent peu ou moins le destin des citoyens africains de façon générale et Nigérien en particulier, ou qui en son moins déterminantes.

Il n'est pas moins surprenant que vous repreniez, les poils de la «bête politique» au lieu de celui des hommes d'États car, justement, la différence entre les deux catégories « d'homo sapiens » tient en ces termes: « le politicien, est celui qui ne songe qu'à la prochaine échéance électorale, tandis que l'homme d'État pense à la prochaine génération⁵¹», de ce fait, il reflète et garde son caractère de véritable *sapiens*, donc sa vraie nature, son essence! Nous tenons à vous rappeler tout de même, non avec moins d'insistance, que la première préoccupation, certes compréhensible, ne doit pas écarter la seconde ».

Pour revenir au cas américain, ce fut dans ce contexte que LINCOLN, fit appeler aux Banquiers de Wall Street, qui lui demandèrent, en contrepartie de cet important prêt, jusqu'à 36 pour cent de taux d'intérêts par an.

Obsédé par la reconstruction des États Unis, Abraham LINCOLN choisit une alternative moins coûteuse et demanda ainsi au Congrès d'émettre l'argent dont les billets sont appelés «greenbacks» qui n'étaient pas garantis par l'or, mais par le crédit du gouvernement des États Unis. Ainsi, avec cette solution, le gouvernement ne devrait pas verser des taux d'intérêts aux banquiers privés ou milieux de la finance internationale, comme en France avant 1974. Cette décision n'aurait pas plu à ces derniers qui commanditèrent l'Assassinat de Abraham LINCOLN, par balles, le **14 avril 1865** à **Washington** alors qu'il assiste à la représentation de la pièce de **Tom Taylor**, intitulée : « **Our American Cousin** », qui signifie, « *Notre cousin d'Amérique*», au **théâtre Ford** en compagnie de son **épouse** et de deux invités.

Ensuite, pour ce qui est de A JACKSON né le 15 mars 1767 et décédé d'une mort naturelle, le 8 juin 1845. L'histoire retient qu'il fut le septième **président des États-Unis**. Il a été élu pour deux mandats de 1829 à 1837 et fut une figure importante qui domina la politique⁵² américaine dans les décennies 1820 et 1830. Il fut le premier président élu qui ne fait pas partie du cercle des politiciens qui ont participé à la Guerre d'indépendance et à la rédaction de la Constitution.

Investit le **4 mars** 1829, Andrew Jackson en tant que président des États-Unis, fut le premier chef d'État américain à opposer son **veto** à la création d'une **banque centrale** ou réserve fédérale sous tutelle privée, et ce fut le **10 juillet** 1832 pour la première fois. Le 30 janvier 1835, Jackson est victime d'une tentative d'assassinat au Capitole. Par une chance incroyable, les deux pistolets de l'assassin s'enrayent. Les enquêtes officielles diligentées autour de ce projet d'assassinat crapuleux mais avorté, ont révélé que l'assassin était de connivence avec le milieu de la finance, animé par des banquiers qui ont tous intérêt à voir le gouvernement des États Unis, subordonné au milieu de la finance comme le serait celui de la France le 3 Janvier 1973 à travers G. POMPIDOU.

En 1836 pour la deuxième fois, A Jackson oppose une fois de plus héroïquement son veto à la privatisation de ce qui fut vraiment «une réserve fédérale» à l'époque!

Noter, que l'histoire retient à jamais que ce dernier a même réussi à faire écrire avec

⁵⁰ Emission, Regards sur le Monde, Animée par le journaliste GUY MATHIEU THEA, ORTN, Mai 2012.

⁵¹ Ainsi disait avec raison l'ancien président américain Churchill

⁵² Ses ambitions politiques combinées à une participation politique plus grande par la population amenèrent la création des partis politiques tels que nous les connaissons aujourd'hui.

raison, sur sa pierre tombale, vérifiable aux Etats Unis, «j'ai tué la Banque⁵³». Et, elle ne ressuscita qu'à partir de **1913** après la mort naturelle de A Jackson, parce que, comme plus tard ce qui serait un fait en France, quand la haute fiance à intégré, phagocyté pour ne pas dire infiltré le milieu politique Américain et parvint à avoir le monopole de l'émission de la monnaie quelle cherchait à tout prix!

Etant donné qu'il est « inutile de reporter une guerre qu'on est appelle à faire », cette question de monnaie revint avec force en 1960, à l'accession des jeunes Etats Africains à « l'indépendance », durant le débat qui eurent lieu lors de la rédaction de leurs projets de constitution, par les pouvoirs « constituant originaires » ou « dérivés ». En effet, pour rappel, « toutes les constitutions de proclamation des républiques en Afrique de l'ouest et même du centre en l'occurrence l'Etat du Niger, du Sénégal, du Burkina Faso, du Mali, et de la Cote d'Ivoire respectivement aux Articles 5 et 81, 3 et 67, 32 et 101, 26 et 70, 31 et 71 ont été formels sur la question de souveraineté monétaire en Affirmant que « C'est le Peuple qui est souverain et ce sont ses représentants » qui, par la loi, « fixent le régime d'émission de la monnaie, mènent la politique monétaire, allouent les crédits, gèrent la valeur de la monnaie⁵⁴ ». Mais, la France, patrie des Droits de l'homme, qui n'a jamais décolonisés les pays africains, à travers des manœuvres a illégalement maintenu ces derniers dans la dépendance, la soumission et l'exploitation en liaison avec une monnaie néocoloniale issue des accords qui jurent avec les dispositions de la convention de Vienne sur les Droits des traités, et le droit des peuples à disposer souverainement d'eux-mêmes ! Et cela se passe en complicité avec vous, les chefs d'Etats et de gouvernement Africains, qui se proclament souvent de « décomplexés ». Remarquer, comme le disait l'éminent économiste Camerounais POUEMI TCHUJANG, « la France est le seul pays au monde, qui, à l'image du régime Nazie d'Hitler qui a réussi à faire circuler, ou du moins, à imposer un cours légal à sa monnaie dans des pays supposés politiquement « indépendants » !

Aux États Unis, la question de la souveraineté monétaire s'était de nouveau posée avec acuité pendant les années soixante avec l'élection de John F KENEDY, le 20 Janvier 1961 à la White House. A cet effet, le nouveau président, voulu réintroduire les obligations du gouvernement plutôt que des obligations de la réserve fédérale conformément à la constitution actuelle des Etats unis d'Amérique qui dispose à son article 8 que « le Congrès doit émettre la monnaie et en réguler la valeur par rapport aux autres monnaies ». Son courage légendaire l'ont même fait écrire un livre par lequel il a établi une liste de portrait d'hommes politiques qui n'ont pas hésité à risquer leur réputation pour affirmer leurs opinions qui ont sans doute influencer sa personnalité d'homme politique. Il est intitulé comme par miracle: « Profiles in Courage » John F. KENEDY, fut assassiné en 1963 alors qu'il n'avait que 3 ans au pouvoir, du fait de la décision politique majeure qu'il aurait prise, et qui allait, soustraire normalement car légale, l'Etat Américains de la gouvernance des « assassins financiers » et banquiers, qui contrôlent la Banque Centrale Américaine qu'ils font appeler « réserve fédérale », alors qu'elle n'appartient pas en fait à l'Etat Fédéral des Etats Unis⁵⁵. Et, elle n'a point de réserve, mais est une institution qui émet la monnaie par la

⁵³ Par sa simple volonté de chef d'Etat Américain, Vous, que faites vous exéllences !

⁵⁴ Voir mon article intitulé « La souveraineté économique et monétaire africaine comme aux maux de sous développement dans les pays dans les pays de l'union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale et des Iles Comores », publié le 13 Juillet 2012, sur pampazuka.org, N°136.

⁵⁵ Si la réserve dite « fédérale » appartient au gouvernement des Etats Unis, elle figurerait dans l'annuaire téléphonique dans la page colorée en bleue qui indique l'institution se trouvant la dessus est la propriété de l'Etat fédéral. En outre que « les banques centrales » d'aujourd'hui, issues aujourd'hui des banques centrales de l'« étalon-or et que pour cette raison elles aient gardé leur nom générique, ne sont pas de véritables banques, et à fortiori, des banques centrales. Ces « banques centrales ne produisent pas de titres monétaires, mais de la monnaie propre : la réserve fédéral produit le dollar. Ces institutions sont à proprement parler des

planche à billet. Notons que si la Réserve fédérale comme institution se trouve dans la section affaire de l'annuaire téléphonique des Etats Unis d'Amérique et non dans les pages bleues du gouvernement, c'est qu'elle n'est pas une institution Etatique, mais privée!

Pour revenir au cas de la France, les raisons qui étayent notre affirmation selon laquelle elle perdit sa « souveraineté économique et monétaire », depuis le 3 Janvier 1974, sont les suivantes: Etant donné que -l'Etat français serait déjà sous le contre de la haute finance, et des banquiers, avec la complicité d'un de ses chefs d'Etats à savoir, G.POMPIDOU.Elle a vraiment perdu aussitôt sa « souveraineté monétaire », ainsi que « sa souveraineté politique » au sens profond des termes, car comme le disait M.KEITA : « le pouvoir politique s'accompagne toujours et nécessairement du droit régalien de battre monnaie, que le pouvoir monétaire est inséparable de la souveraineté nationale, qu'il en est le complément indispensable, l'attribut essentiel! »

C'est dès lors, que la conspiration par la violence serait devenue l'instrument privilégié de règlementation, ou de régulation de l'accession au pouvoir politique, en marge des compétitions électorales a fait surface dans les pays africains dits « francophones », d'où la résurgence des « coups d'Etat » militaires ou militaro-civiles. C'est, ce qui fait que les politiques Français, qu'ils soient de « la gauche », de « la droite », de « l'extrême gauche », ou de « l'extrême droite » du « centre » ne font que s'affairer avec les réseaux parallèles mafieux, ou officieux qu'ils soient « hommes 'd'affaires' » ou politiques en rupture de banc, ou retraités, pour maintenir leur influence sur vous, ayant accepté le mimétisme ou la servitude de vos peuples.

Comprenez que ce sont tous des frères, l'un vient nous « taper », l'autre vient nous faire une compassion édulcorée, et naïvement vous les croyez. Vous ne devez pas, sauf leur fraternité est quelques part étendu à vous ! D'où votre indifférence à notre égard, par rapport à notre servitude ? Mais en Afrique un dialogue franc et sincère résous tout même dans des situations les plus désespérés. A vos marques !

AU TOGO:

Nous savions bien que Jules Christ OLYMPIO, a affirmé sa volonté politique de quitter définitivement la zone UEMOA, dans le but de créer sa propre monnaie le 17 Janvier 1963, il fut victime d'un coup d'Etat le 13 Janvier 1963. Ce coup d'Etat suivit de l'assassinat de Jules Christ OLYMPIO eu été commandité par la France à travers des citoyens togolais, qui étaient ses vétérans et agents de renseignements. La main de la France est pressentie car, elle n'était pas du tout prête à libérer, ce quelle considère comme un butin de guerre, un pré-carré, car elle pensait avoir arraché la tutelle⁵⁶ du Togo à l'Allemagne et doit la placer désormais sous son administration. C'est par ce que le Professeur Nicolas AGBOHOU appelle la politique du troisième homme dans le cadre du diviser pour mieux régner: qui consiste à *utiliser des Africains contre d'autres Africains (les réseaux des chefs d'Etats parrains de la Francafrique tels que les Houphouët BOIGNY, Omar BONGO, E YADEMA, dans tous les domaines. par exemple, c'est en utilisant, le soldat ou le civil, le commerçant, ou le politique africain lui-même, que certaines grandes sociétés ou multinationales espèrent à la fois se maintenir en Afrique Noire.*

des producteurs de monnaie, ou "d'institut d'émission" plutôt que des banques. Jorg Guido Hulsman, senior Fellow du Ludwig von Mises Institut à Auburn, Alabama, USA, cite in « Pourquoi le FMI nuit-il aux Africains ». Page 43

⁵⁶ Francois Xavier Vershave, La Francafrique, le plus long scandale de la république, Ed Stock, Paris, 2008.

AU MALI :

Le coup d'Etat de 1968, était la main invisible de l'Etat Français. Modibo KEITA, véritable père de la nation Malienne était renversé par un coup d'Etat par le Capitaine Moussa TRAORE. En avance sur ses pairs Africains, en termes de vision politique, c'était lui qui enseignait aux autres chefs d'Etat Africains qui ont accepté naïvement d'être au service de la France, ⁵⁷que « le pouvoir politique s'accompagne toujours et nécessairement du droit régalien de battre monnaie, que le pouvoir monétaire est inséparable de la souveraineté nationale, qu'il en est le complément indispensable, l'attribut essentiel ». « Pouvoir politique et pouvoir monétaire ne sont donc, à dire vrai, que les aspects complémentaires d'une seule et même réalité : la souveraineté nationale ».

Il a accepté de rompre avec le système monétaire Franc CFA, car en le faisant, il aurait compris qu'il « balaie une des survivances, une des séquelles les plus vivaces de l'ordre colonial » et, qu'ils entendaient avec les parlementaires maliens, « demeurer résolument fidèles à l'esprit d'organisation de la monnaie et du crédit ne relève pas des gouvernements africains. Tous les pouvoirs de décision dans ce domaine sont concentrés au sommet, c'est-à-dire à Paris.

Il a compris qu'on ne peut point « promouvoir dès lors le développement économique harmonieux de la nation si l'on ne dispose pas de moyens nécessaires, du puissant levier de commande que constitue la monnaie !

Aujourd'hui, nul n'a besoin d'être économiste pour savoir que la monnaie, au niveau national, est à la fois une garantie de liberté et, mieux encore, un instrument de puissance. Garantie de liberté, parce qu'elle nous permet, non pas de faire ce que l'on veut, mais bien plutôt d'agir dans le sens de l'intérêt national. Instrument de puissance - dans la mesure où elle nous donne la possibilité de contraindre les féodalités économiques et les groupes de pression qui veulent ignorer l'intérêt national pour ne défendre que les privilèges exorbitants hérités du régime colonial moribond : la décolonisation totale⁵⁸». Mais, les services secrets Français, n'hésitaient pas à influencer les grands commerçants "Dyula" du Mal, qui se méfièrent du franc Malien, et expatrièrent leurs capitaux vers la Côte d'Ivoire et autres pays. La perquisition de la police nationale chez Marbaga Kassoum TOURE, aurait permis de trouver une somme de 101000Franc CFA non échangée en Franc Malien. Il sera arrêté avec Fily Dabo SISSOKO, et Hamadoun DICKO. Ils seront jugés et condamnés à mort par un tribunal populaire présidé par un ancien Cheminot Mamadou DIARRAH comprenant un seul magistrat. Mais leurs peines seront plus tard commuées en détention à perpétuité. Ils furent accusés d'avoir fomenté un complot avec le concours de la France⁵⁹». Ne serait-il pas présumé quand plus tard avec les réseaux FOCCART⁶⁰ Modibo KEITA sera renversé et le retour du Mali dans le système Franc CFA facilité? Bien évidemment ! Avec l'avènement du coup d'Etat dont il a été victime le Chef d'Etat Malien Modibo KEITA en 1968, la gestion paritaire de la Banque centrale malienne⁶¹ a été ardemment soutenue par la France, qui disposait désormais

⁵⁷ A moins qu'ils ne soient des Français, des proconsuls Français, à peau noirs dont les Africains s'en accommodent.

⁵⁸ Le Président Modibo Kéita, Discours prononcé à l'Assemblée nationale à l'occasion de l'émission d'une monnaie nationale 30 juin 1962. Voir le quotidien National d'Information « Essor » de Mai 1963.

⁵⁹ Régards croisés France-Mali, Communication de DIALLO Boubacar Séga, Maître de Conférence au DER d'Histoire et Géographie, et Prof à l'Université de Bamako au Séminaire GEMDEV-Univ de Bamako, Paris 21-28 Novembre 2020. Document de 4 pages.

⁶⁰ Les réseaux FOCCART sont parrainés par le Général DE GAULLE dans plusieurs coups d'Etat ou guerre comme au Biafra, avec la complicité de H BOIGNY, Omar BONGO...etc. Voir «la FrancAfrique», F Vershave, Ed Stock, Doc'La Guerre de Biafra, Foccart vas t-en guerre » de Patrick BENQUET2008.

⁶¹ C'est le Ministre de la coopération Yvon Bourges, et Louis Nègre, un ministre métis, pour le Mali qui signèrent l'accord qui prépara le retour du Mali dans le giron Français, c'est-à-dire la Zone FCFA en 1967 .

du Directeur Général et le Mali, le Président du Conseil d'Administration qui n'a comme rôle que l'exécution des ordres reçus de son supérieur hiérarchique. Par le ploïement de la volonté réelle, pourtant libre et consciente du peuple Malien qui optait pour l'indépendance totale, la France, selon l'expression de l'Honorable auteur de l'hymne nationale du Mali: Seydou BADIAN, la France a démontré par ses manœuvres sournoises de déstabilisation de l'Etat du Mali, « qu'on ne quitte pas un destin⁶² pour une aventure⁶³».

EN GUINEE CONAKRY :

La France, à travers l'histoire, a effectué des manœuvres pour paralyser économiquement la Guinée CONAKRY, qui a choisi à travers Sékou TOURE de disposer d'elle-même en tant que pays, libre et totalement indépendant depuis 1958. Cette agression extérieure dont a été victime la Guinée a été menée par la France et certains des chefs d'Etats africains, précisément ses valets ou vaisseaux, avec et surtout la complicité de certains guinéens nostalgique de la servitude Française qui ne fait que piller les pays jusqu'à présent demeurés sous sa « tutelle » malgré leur indépendance édulcorée.

C'est ainsi que comme l'a décrit Constantin MELNICK dans son livre désormais célèbre: « un espion dans le siècle», Edition Plon, page 363 que « Jacques Foccart a préparé et exécuté 'un plan du nazisme monétaire⁶⁴ de la France contre la Guinée- Conakry la Guinée de Sékou Touré :« Le plan Foccart était simple ...Comme Hitler jadis avec la livre sterling, les services secrets français fabriquaient de faux billets qui, inondant la Guinée, accentueraient ses difficultés économiques et le mécontentement populaire. Les parachutistes du service Action furent mobilisés. Des maquisards furent entraînés dans le Sénégal voisin, prêt à faire tout ce que voulait le Grand Sorcier blanc, (le Général de Gaulle), dispensateur de pouvoirs et de crédits. Des armes furent expédiées ainsi que de faux billets. Les résultats ne répondirent pas aux espoirs placés par J FOCCART dans l'opération qu'il avait délicatement tenu à appeler CHAROGNE⁶⁵».C'est une affaire⁶⁶ qui est digne d'être soulevée devant la cour pénale internationale afin considérée comme un crime économique et une atteinte à la sûreté d'un État qui a choisi véritablement l'indépendance dans la liberté et la dignité, par une puissance étrangère: La France, patrie des Droits de l'homme !

Première remarque: Aujourd'hui, la question de la domination de l'Israël sur la Palestine, n'est pas la seule question de violation des Droits de l'homme, la question de la servitude néocoloniale d'inspiration nazie qui fut une réalité dans l'histoire la France et qu'elle expérimente sur les pays africains de l'UEMOA, de la CEMAC et des Iles Comores en est une. Néanmoins, elle se révèle aussi être une question de violation des Droits économiques et sociaux des Africains, par conséquent de Droits de l'homme dont la France, pendant un

L'intégration s'est faite en 1984, soit après '17 ans de négociation ', qui en réalité n'étaient un moyen de mise au pas mais aussi du contrôle efficace du Capitaine Moussa TRAORE. L'arme est un moyen militaire, mais aussi la monnaie. S'il refusait d'obéir aux ordres de Paris, les moyens de créations des difficultés économiques son à la portée de main de l'Etat Français.

⁶² L'allégeance aveugle aux politiques criminelles, coloniales et néocoloniales Français qui ne se justifie que par la dépendance, la soumission par conséquent l'exploitation éternelle, sans état d'âme de ceux qui en souscrivent!

⁶³ Propos d'un diplomate Franco Algérien à Seydou BADIAN, un proche du Feu Modibo KEITA, quand il était venu à Bamako obtenir des autorités maliennes la rupture de leurs soutient pourtant légitime au Front de Libération Nationale Algérien.

⁶⁴

⁶⁵ Il convient de Préciser que La France du Temps du Général DE GAULLE, s'était inspiré par « plagiat de l'histoire » de « L'opération Bernhard, est le nom d'un projet secret allemand destiné à déstabiliser l'économie britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ce fut un des collaborateurs d'Hitler Reinhard Tristan Heydrich qui lui exposa l'affaire dès 1939.

⁶⁶ Cette affaire mérite d'être soulevée et jugée comme d'agression et un crime économique, contre un pays indépendant toute chose étant égale par ailleurs, ce n'est les crimes de génocide, ou de guerre, qui doivent être jugés par la cour pénale internationale (CPI). Le statut de Rome a prévue cette situation!

temps, aujourd'hui l'Europe ainsi que les chefs d'Etats Africains complices proclamez à tort l'attachement !

Deuxième remarque: Pour ce qui est de l'histoire de la Guinée, dans sa longue marche de libération, nous autres citoyens Africains des autres espaces, nous la comprenons. Dans le sens où l'histoire n'est pas constitué que des événements heureux, il ya aussi des malheurs collectivement ou individuellement vécus que nous devons assumer et comprendre. Ce sont des expériences qui doivent nous guider dans le future. Nous ne devons pas avoir peur des autres manœuvres à la guinéenne quand vous allez enfin être résolu pour la rupture du néocolonialisme monétaire d'inspiration nazie dont nous sommes victimes en tant que peuple de 1945 jusqu'à nos jours. Décidés, nous allons vous soutenir, quelqu'un serait le prix à payer. Dans tous les cas, dans la vie certains se sacrifient pour que d'autres vivent. Comprenez que c'est le boom démographique qui nous impose un changement de politique pour la création des conditions socio économiques et politiques ardues pour notre rayonnement. Si, vous choisirez le statu quo, soyez en sur, que, ce n'est pas notre souhait, mais, les convulsions, qui arriveront très probablement seront pires que les révoltes en cours dans les pays africains du Maghreb ou le chômage de la frange des jeune de 15à 25ans, en majorité diplômé de l'enseignement supérieures n'est de 25, -de30, 31 pour cent respectivement l'Egypte, la Lybie, la Tunisie⁶⁷. Pourtant des révoltes des jeunes ont eu lieu même si la main extérieure n'est pas absente. Et serait-il dans les pays de l'UEMOAC de la CEMAC ou les jeunes qui forme plus de 70 pour cent de la caution des compétions électorales sont laissés pour comptes ?

Excellences messieurs,

Pour finir, s'il est vrai que les thèmes expressifs dont les symboles sont développés sur les différentes coupures de la gamme billets de banques de la BECEAO, traduisent l'esprit d'ouverture, de solidarité et d'intégration des Etats membres de l'Union, comportent au recto, des images représentatives suivantes :

-pour le billet de 10.000 FCFA : les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) :

-Pour le billet de 5.000 FCFA : la production agroalimentaire :

-pour la coupure de 2.000 FCFA : les infrastructures routières, ferroviaires et aériennes :

-pour le billet de 1.000 FCFA : les secteurs de la santé et de l'éducation :

-Au verso, figurent des images représentatives de diverses zones géographiques naturelles des territoires des Etats membres de l'UEMOA avec pour chaque zone, un couple d'animaux caractéristiques :

- la forêt et un couple de touracos (*tauraco macrorhynchus*), pour les 10 000 FCFA,

- la savane, avec deux cobs, antilopes (*kobus kob kob*), pour les 5.000 FCFA,

- la mer avec deux mérours, (*epinephelus aeneus*), pour les 2.000 FCFA,

- le désert avec un couple de dromadaires (*camelus dromedarius*), pour les 1.000 FCFA.

Cependant, il est important que vous notiez que nous savions que, pour aucune de ces thématiques soigneusement esquissées et exprimés sur les billets des Franc CFA, les moyens ne sont et ne peuvent être vraiment consacré. A titre illustratif, concernant les nouvelles technologies de l'information et de la communication, de manière unanime, vous aviez fait le choix de la dépendance, de la servitude et par conséquent de l' exploitation en maintenant nos Etats dans le système monétaire actuelle qui les empêche à ne consacrer seulement 4000 milliards de dollar en une fois, pour ne plus payer 5000 milliards de dollars chaque année du fait que toutes nos communication transitent par INTEL SAT⁶⁸ sans oublier qu'entre temps, les multinationales comme Orange, Tigo, Airtel, Moov...etc, facturent aux citoyens africains

⁶⁷ Jean Christophe Victor, « les dessous des révoltes arabes » dans l'Emission les dessous des cartes, Arte France-Juin2012.

⁶⁸ Professeur Jean Paul POUGALA, in les vrais raisons de la guerre en Libye, la géostratégie Africaine, 2011.

la communication la plus cher au monde. Et dans la plus grande impunité, elles infligent des très grands préjudices aux africains, sous le regard impuissant des systèmes judiciaires nationaux.

Si par la part du budget consacrée à l'éducation du niveau primaire à l'Université, au Niger ne peut guère dépasser les 180 milliards de CFA, c'est-à-dire 13 pour cent du budget général de l'Etat, 82 milliards pour la santé publique, 70 milliards pour l'agriculture, et 48 milliards pour l'élevage du au maintien de 50 pour des avoirs d'exportation de cet Etat dans le trésor Français, du à la convention dite de comptes d'opération, comment l'Etat peut-il efficacement créer les conditions d'un véritable développement socio-économique de ses concitoyens? Comment ne va-t-il pas toujours réclamer honteusement le transfère de technologie, ignorant que tout passe par l'investissement conséquent dans le système éducatif du primaire à l'université, pour les citoyens qui produiront eux même « la technologie »! Ce qui reste valable pour l'ensemble des Etats Africains restés dans le système néocolonial du Franc CFA.

La preuve de la répression économique et financières dont nous les Africains sommes victime est que : «le ratio du crédit économique sur Produit Intérieur Brut est de l'un des plus bas du monde dans l'espace UEMOA par exemple, il n'est que de l'ordre de 18 %, alors qu'il est de 30% au Ghana, de 77% au Maroc, et de 116% en Afrique du sud». Ce qui rend toute atteinte des Objectifs du Millénaires pour le Développement (OMD) très illusoire à l'horizon2025⁶⁹».

Et, dans ces conditions, selon l'OCDE « seul est capable de l'atteindre le Ghana, qui il faut le préciser n'est pas de l'une des deux zones Franc CFA⁷⁰ »! Une exception nous dira certains d'entre vous, excellences ! Mais, qu'est ce qui fait toujours que l'exception de développement, de la croissance véritable, c'est ailleurs ? N'est ce pas ce qui a amené la France à vouloir dans les années 1970 la division du Nigeria par la sécession dans la province de Biafra!

Excellences, Messieurs les chefs d'États et de gouvernement africains, et de la France,

Pour parler comme le Professeur KAKO NUBUKPO, « à l'extraversion réelle et monétaire de nos économies, vous ne pouvez pas ajouter l'extraversion intellectuelle, plus de cinquante ans après 'l'indépendance' de nos États. A la servitude monétaire issue du pacte néo coloniale, vous ne pouvez pas ajouter la servitude volontaire, de la délocalisation de la pensée» sur le bilan et les perspectives qui s'offre à nous, qui doivent nous guider pour créer notre nouvelle monnaie au lieu de vous contenter des petites accommodations de la servitude économique criminelle qui chosifient la dignité des Africains avant de les tuer par hécatombes. Car, ils meurent, par la faim, la soif, les maladies bénignes comme le paludisme, la méningite...etc.

Comme pour paraphraser A. LINCOLN, ancien président des Etats-Unis nous écrivons: *«De même que je nous ne voudront pas être des esclaves, nous ne voudrais pas être les maîtres. Telle est notre conception de la démocratie», du Droits des peuples à disposer d'eux même. Tout ce qui en diffère (...), n'est point de la démocratie», n'est pas conforme au respect de la dignité et de l'honneur des êtres humains sur terre.* Et pour citer un ami très cher, Jean GUILLAUME M.«Cette entreprise d'information,d'éducation et/ou d'instruction et par conséquent de sensibilisation, des peuples Africains opprimés, tout simplement parce qu'ils sont noirs de l'Afrique jusqu'aux Iles COMMORES. Même si, nous reconnaissons en nous, ou du moins en notre sein, une part de complicité. Soyez rassurés que l'initiative «se développe encore, sans fantasme mais au contraire avec un humanisme contemporain ancré dans un pragmatisme «militant» de terrain. C'est ce dont nous avons besoin aujourd'hui pour sortir des débats stériles et des émotions hypocrites qui couvrent et dissimulent les formes modernes

⁶⁹ Professeur KAKO NUBUKPO 2012

⁷⁰ MADANY TALL,2012, Economiste Malien , Ancien conseiller de l'ex Président Malien A.T.TOURE.

d'esclavagisme. Trop de nos contemporains, élites, intellectuels, chefs d'Etats, de gouvernement, leaders d'opinion, se gargarisent d'expliquer les luttes de classes en omettant de préciser qu'à l'échelle de l'Histoire de l'Humanité, les classes exploitées ont bien souvent été incarnées par des peuples entiers. Rétablir la justice internationale nécessitera de faire le travail de mémoire et reconnaître le caractère coupable de certains États à l'égard des peuples victimes. Aux bons entendeurs, nos salutations les plus distinguées !

Pour le MOSEMA-NIGER

Le Camarade Président,

Mr ABDOULAYE I. Lawal, Étudiant diplômé d'une Maitrise en Droit Public International, Président de la Section Nigérienne de la Fédération des Mouvements pour la Souveraineté Économique et Monétaire Africaine.

Émail: aabdoulayelawal@yahoo.fr .

Profils sur Face book: MOSEMA NIGER

Lawal ABDOULAYE.

Téléphone : 00227 96 38 85 82 / 00227 91 61 40 45 Niamey-Niger .